

Extrait du registre des délibérations

Le vingt-neuf juin deux mille vingt, à 19h00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis, compte tenu du contexte d'épidémie de Covid-19, dans la salle du restaurant du parc dite « chez Barreyat », sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Etaient présents : Mesdames : Francine Lahore, Joëlle Prechacq-Latrete, Julie Malaussanne, Chantal Ferrando, Marguerite Vogt, Marie-Claude Argilaga, Valérie Barrère-Burg.
Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Jean-Jacques Cérissère, Pierre Labrosse, Hervé Saint-Cricq.

Excusé(s) : Jean-Pierre Broqué (procuration donnée à Hervé Saint-Cricq), Jean-Claude Tucoulou (procuration donnée à Pierre Labrosse), Mickaël Bernadet.

Secrétaire de séance : Chantal Ferrando

1°) Objet: Election des membres au Centre Communal d'Action Sociale de Garlin

Le Maire rappelle la délibération du 9 juin dernier qui fixe à 12 le nombre de membres appelés à siéger au conseil d'administration du CCAS. Il rappelle également que les règles concernant la composition et la mise en place du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) sont fixées par le Conseil Municipal (article L.123-6, R. 123-7 et suivants du code de l'action sociale et des familles). Conformément à ces règles, la Commune a publié un appel à candidature pendant 15 jours en vue de la nomination des personnes extérieures au Conseil municipal par le Maire.

Le Maire précise que les membres élus par le Conseil Municipal en son sein le sont au scrutin secret de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Il convient donc de désigner les représentants de l'assemblée municipale, étant entendu qu'une moitié sera élue par le Conseil Municipal et l'autre nommée par le Maire.

Où l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des présents et procurations,

ELIT les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale. Les résultats de l'élection sont les suivants:

Liste unique:

- Chantal Ferrando
- Joëlle Prechacq-Latrete
- Francine Lahore
- Marguerite Vogt
- Jean-Jacques Cérissère
- Pierre Labrosse

Suffrages exprimés : 11

3 votes blancs

Nombre de voix obtenues par la liste : 11

Nombre de sièges obtenus par la liste : 6

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

2°) Objet : Fixation des taux d'impôts locaux pour l'année 2020

Monsieur le Maire rappelle la réforme de la taxe d'habitation qui induit la suppression de son paiement par 80% des ménages (pour leur résidence principale) en 2020. Ce dégrèvement sera entièrement compensé pour le bloc communal (cette année par l'Etat sous forme d'allocation compensatrice). A compter de 2021, cette perte de recette sera compensée en totalité par le versement de la part départementale de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB), assortie de versements correspondants à des frais de gestion de la part de l'Etat. Cette compensation sera établie à partir d'un montant de référence correspondant aux bases fiscales 2020 auxquelles seront appliqués les taux adoptés en 2017. Pour chaque Commune, la recette de TFPB à percevoir pourra être supérieure ou inférieure au montant de TH perdu, un coefficient correcteur viendra alors neutraliser cet écart.

Dans le cadre de cette réforme, à compter de cette année, la Commune n'a plus de pouvoir de taux sur la taxe d'habitation. Néanmoins, le Conseil Municipal demeure compétent en matière de taxes foncières.

Monsieur le Maire expose les conditions dans lesquelles peuvent être fixés les taux des taxes foncières :

- les limites de chacun, d'après la loi du 10 janvier 1980,
- les taux appliqués l'année précédente,
- les bases notifiées par l'administration fiscale pour l'année 2020.

Le Conseil Municipal, considérant que le budget communal nécessite des rentrées fiscales de 220 648 €,

Après avoir délibéré, à l'unanimité des présents et procurations,

FIXE les taux d'imposition pour l'année 2020 comme suit :

Taxes	Taux 2019	Proposition taux 2020	Bases prévisionnelles 2020	Produits prévisionnels 2020
TH	10,47%	/	/	/
TFB	14,84%	14,84%	1 309 000	194 256
TFNB	42,16%	42,16%	62 600	26 392
			TOTAL	220 648

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

3°) Objet : Mise en place du régime indemnitaire relatif aux fonctions, aux sujétions, à l'expertise et à l'expérience professionnelle (RIFSEEP) applicable au personnel communal

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est transposable à la Fonction Publique Territoriale. Les personnels territoriaux peuvent donc bénéficier de primes et indemnités dans les mêmes conditions que les fonctionnaires d'État exerçant des fonctions similaires. Les équivalences sont déterminées par décret.

Le Maire de Garlin rappelle au Conseil Municipal la délibération du 6 novembre 2017 instituant le RIFSEEP pour certaines catégories d'agents de la Commune. A l'époque, l'arrêté prévoyant l'application de ce régime indemnitaire au corps d'Etat équivalent aux bibliothécaires dans la fonction

publique territoriale n'était pas publié. Sa publication au JO est intervenue le 26 mai 2018. La Commune comptant dans ses effectifs un agent titulaire du grade de bibliothécaire territorial, il est nécessaire d'abroger la précédente délibération et se prononcer de nouveau pour intégrer ce grade dans la liste des bénéficiaires. De plus, certaines modifications réglementaires étant intervenues depuis, il est nécessaire de les prendre en compte dans la nouvelle délibération.

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur :

- les personnels bénéficiaires,
- la nature des primes qui seront versées dans la collectivité,
- le montant de chacune dans la limite des maxima prévus pour les fonctionnaires d'État ainsi que les modalités de revalorisation ; les montants de primes prévus pour les fonctionnaires d'État constituent la limite maximale qui s'impose aux collectivités,
- les critères d'attribution du régime indemnitaire,
- la périodicité de versement.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- d'un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Le RIFSEEP se substitue notamment aux primes existantes telles que l'Indemnité d'Exercice des Missions (IEM), l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS).

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- de se conformer à la réglementation (décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié et la circulaire NOR RDFF1427139C du 5 décembre 2014)
- de prendre en compte le niveau de cotation des différents postes en fonction des trois critères réglementaires : encadrement, expertise et sujétions,
- de valoriser l'engagement professionnel des collaborateurs,
- entretenir la motivation des agents
-

1 – BÉNÉFICIAIRES

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour le corps ou services de l'État servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois listés ci-dessous :

- Les attachés
- Les rédacteurs
- Les agents de maîtrise
- Les adjoints administratifs
- Les adjoints techniques
- Les adjoints territoriaux du patrimoine
- Les bibliothécaires territoriaux

Les primes et indemnités pourront être versées :

- aux fonctionnaires stagiaires et titulaires
- aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles prévues pour les fonctionnaires assurant des missions de même nature et même niveau hiérarchique.

2 – L'INDEMNITE LIEE AUX FONCTIONS, AUX SUJETIONS ET A L'EXPERTISE (IFSE)

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et, d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Pour l'État, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Pour chaque cadre d'emplois, il convient de définir des groupes de fonctions selon les critères suivants :

- encadrement, coordination, pilotage, conception
- technicité, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions
- sujétions particulières et degré d'exposition de certains postes au regard de son environnement professionnel

À chaque groupe est rattaché un montant indemnitaire maximum annuel.

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, du groupe 1 au groupe :

- 4 pour les catégories A
- 3 pour les catégories B
- 2 pour les catégories C

3 – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

Seront appréciés notamment au regard de l'entretien professionnel :

- Le comportement de l'agent, son aptitude relationnelle
- Le respect des consignes et des délais
- La prise d'initiatives
- Rendre compte de ses activités
- L'implication au sein du service
- La ponctualité et l'assiduité

Le montant individuel de l'agent, compris entre 0 et 100 % du montant maximum du CIA, est attribué au vu des critères précités.

Le montant du complément indemnitaire annuel n'excèdera pas :

- 15% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie A
- 12% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie B
- 10% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie C

Ce versement est non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

4 – LES MONTANTS

Les montants figurant dans les tableaux ci-dessous correspondent au montant brut annuel pour un agent à temps complet.

Compte tenu des effectifs employés par la Commune, les montants retenus pour chaque groupe de fonction seront compris entre 0 et le montant maximum figurant dans chaque tableau ci-dessous :

FILIERE ADMINISTRATIVE

- Attachés territoriaux (catégorie A)

Groupe	Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal	Montant maximum annuel
--------	---------	-------------------------------	-----------------------	------------------------

			annuel	
Groupe 2	Secrétaire général(e)	7200€	1270€	8470€
Groupe 3	Chef de service ou de structure	6500€	886€	7386€

- Rédacteurs territoriaux (catégorie B)

Groupe	Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Groupe 1	Chef de service ou de structure	6500€	886€	7386€
Groupe 2	Poste de coordinateur	6000€	818€	6818€

- Adjoints administratifs territoriaux (catégorie C)

Groupe	Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Groupe 1	Chef d'équipe/gestionnaire	4500€	500€	5000€
Groupe 2	Agent d'exécution	4000€	444€	4444€

FILIERE TECHNIQUE

- Agents de maîtrise territoriaux (catégorie C)

Groupe	Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Groupe 1	Responsable du service technique	4500€	500€	5000€

- Adjoints techniques territoriaux (catégorie C)

Groupe	Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Groupe 1	Coordinateur du service	4500€	500€	5000€
Groupe 2	Agent d'exécution	4000€	444€	4444€

FILIERE CULTURELLE

- Adjoints territoriaux du patrimoine (catégorie C)

Groupe	Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Groupe 1	Coordinateur du service	4500€	500€	5000€
Groupe 2	Agent d'exécution	4000€	444€	4444€

- Bibliothécaires territoriaux (catégorie A)

Groupe	Emploi	IFSE- montant maximum annuel	CIA- montant maximum annuel	Montant maximum annuel
Groupe 2	Chef de service ou	6500€	886€	7386€

	de structure			
--	--------------	--	--	--

Il est précisé que les agents appartenant à des cadres d'emplois pour lesquels les arrêtés ministériels transposant le RIFSEEP n'ont pas encore été publiés, les primes actuellement versées sont maintenues jusqu'à la parution des textes. Dès la publication de ces textes, le RIFSEEP leur sera appliqué.

5- LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION

A.LE REEXAMEN

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emploi à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite à un concours,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et selon l'expérience acquise par l'agent.

B.PERIODICITE DE VERSEMENT

La part fonctionnelle "IFSE" de la prime sera versée mensuellement ou annuellement (pour les agents qui en font la demande) dans la limite du montant annuel individuel attribué.

La part liée à la manière de servir "CIA" sera versée annuellement.

C.MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION EN CAS D'ABSENCES

Le versement des primes, IFSE et CIA, sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement pendant les périodes :

- de congés annuels
- de congés de maternité, de paternité, d'adoption
- les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail
- de congé de maladie ordinaire (hors application du jour de carence)
- de congés pour accident de service et maladie professionnelle
- d'autorisations spéciales d'absence
- de départ en formation (sauf congé de formation professionnelle)

Il sera suspendu totalement pendant :

- de congé de longue maladie
- de congé de grave maladie
- de congé de longue durée
- de congé de formation professionnelle
- de suspension dans le cadre d'une procédure disciplinaire
- en cas d'absence irrégulière

Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de maladie de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement accordé au titre de la maladie ordinaire ou d'un congé pour accident du travail ou maladie professionnelle, les primes et indemnités qui lui sont versées durant ce premier congé de maladie lui demeurent acquises. Le versement des primes est calculé au prorata de la durée effective du service lors des périodes de temps partiel thérapeutique.

D.MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL

Pour les fonctionnaires et agents contractuels de droit public employés à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel les montants de primes retenus sont proratisés dans les mêmes proportions que le traitement.

E.ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Les attributions individuelles pour les deux parts du régime indemnitaire font l'objet d'un arrêté individuel du Maire.

L'arrêté portant attribution du complément indemnitaire annuel a une validité limitée à l'année.

L'arrêté d'attribution de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise a une validité permanente (sauf cas cités dans le 4.A). Le Maire attribuera les montants individuels entre 0 et les montants maximums prévus dans les tableaux susvisés.

F.MAINTIEN DES MONTANTS DU REGIME INDEMNITAIRE ANTERIEUR

Lors de la 1^{ère} application du RIFSEEP, il est proposé de maintenir au fonctionnaire concerné le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures.

Ce maintien concerne les primes et indemnités susceptibles d'être versées mensuellement au titre du grade, des fonctions, des sujétions, correspondant à l'emploi ainsi qu'à la manière de servir, et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel.

6- LES CUMULS

Le RIFSEEP est cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement)
- les indemnités pour travail de nuit, dimanche ou jour férié,
- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, après avis du Comité Technique émis dans sa séance du 11 février 2020 et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

ADOpte les textes instituant les différentes primes et indemnités sous réserve des conditions particulières d'attribution applicables dans la collectivité décidées par la présente délibération, savoir :

- le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions applicables à la Fonction Publique Territoriale,
- le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
- l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs des administrations de l'État, des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe,
- l'arrêté du 19 mars 2015 modifié pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe.
- l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe,
- l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques

d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture (adjoints du patrimoine), des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe,
- l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des adjoints techniques de l'intérieur et l'Outre-Mer et agents de maîtrise des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe,
- l'arrêté du 14 mai 2018 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans les corps du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (conservateurs des bibliothèques et bibliothécaires assistants),

ADOpte les propositions du Maire relatives aux bénéficiaires, aux conditions d'attribution, de revalorisation et de suspension des indemnités, ainsi qu'aux montants mentionnés dans la présente délibération,

ABROGE partiellement la délibération en date du 4 mai 2016 relative au régime indemnitaire applicable au personnel de la Commune, sauf les dispositions relatives à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

ABROGE la délibération en date du 6 novembre 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP pour certaines catégories d'agents de la collectivité,

PRECISE - que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2020
- que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Ainsi délibéré le jour, mois et an ci-dessus.

4°) Objet : Participation aux frais de sonorisation de la course landaise du mois d'avril 2019

Le Maire expose aux conseillers : habituellement la mairie prête son appareil de sonorisation aux associations qui la demandent. « Les amis de la course landaise » l'utilisent à l'occasion de leur spectacle annuel dans les arènes. Lors de leur course du mois d'avril 2019, le matériel de la Commune était en panne, c'est pourquoi l'association a fait appel à un prestataire privé. Ces frais n'étant pas prévus, l'association nous demande une participation.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

AUTORISE le versement d'une subvention de 200€ à l'association « Les amis de la course landaise » pour la participation à la location d'un matériel de sonorisation à l'occasion des courses landaises d'avril 2019.

PRECISE que cette subvention sera versée à l'article 6574.

Ainsi délibéré le jour, mois et an ci-dessus.

5°) Objet : Demande d'une participation financière à l'association Familles Rurales de Thèze

Le Maire expose à l'assemblée : fin janvier début février, ont eu lieu les journées départementales des familles organisées par l'association Familles Rurales de Thèze.

La médiathèque de Garlin a été associée à cet événement en proposant le spectacle « Chaperon rouge » par la troupe « Théâtre job », le 29 février 2020.

L'association de Thèze perçoit des subventions de la CAF pour la programmation de cet événement. La mairie de Garlin ayant réglé le spectacle sans aide financière, il a été convenu que l'association verserait à la Commune la somme de 200€ pour participer au financement du spectacle proposé par la médiathèque.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

AUTORISE le Maire à demander la participation de 200€ à l'association Familles Rurales de Thèze.

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

5 délibérations ont été prises durant la séance :

1°) Objet: Election des membres au Centre Communal d'Action Sociale de Garlin

2°) Objet : Fixation des taux d'impôts locaux pour l'année 2020

3°) Objet : Mise en place du régime indemnitaire relatif aux fonctions, aux sujétions, à l'expertise et à l'expérience professionnelle (RIFSEEP) applicable au personnel communal

4°) Objet : Participation aux frais de sonorisation de la course landaise du mois d'avril 2019

5°) Objet : Demande d'une participation financière à l'association Familles Rurales de Thèze